



Suicide de Christine Renon, crise du Covid-19... des directeurs d'école racontent leur « année noire »

De la mort de leur collègue à Pantin, aux récentes annonces pour améliorer leur quotidien, en passant par la crise sanitaire, les directeurs d'école se disent « épuisés » par l'année scolaire qui s'achève. Cet article est paru dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire en suivant ce lien

Jusqu'à son pot de départ à la retraite vendredi 3 juillet, qu'il a tout de même tenu à organiser avec ses collègues « malgré le contexte », Lionel Amato s'est « demandé ce qui pouvait encore arriver » dans sa dernière année, si spéciale, au sein de l'éducation nationale. Voilà quatorze ans qu'il était directeur d'une école de neuf classes dans le Gard. Mais l'annus horribilis 2019-2020 fut sans doute la plus éprouvante.

A l'image de cet enseignant, militant dans une association défendant la reconnaissance d'un statut officiel pour les professeurs qui assurent une fonction de directeur d'école, la majorité se disent « fatigués » comme rarement. Ils ont tous suivi avec attention les premières annonces du ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, jeudi 2 juillet, pour améliorer leurs conditions de travail.

« Nécessité d'une aide humaine »

L'année scolaire avait démarré dramatiquement par le suicide, le 23 septembre 2019, de Christine Renon, directrice d'école maternelle à Pantin (Seine-Saint-Denis). Sa lettre d'adieu, dans laquelle l'enseignante évoquait son quotidien « épuisant » fait de 1 001 tâches, « avait résonné fort chez tous les directeurs en illustrant les risques de l'explosion de leurs tâches administratives depuis quelques années », commente Gilles Tabourdeau, qui était alors directeur d'une école près de Poitiers, aujourd'hui secrétaire départemental du syndicat SNUipp-FSU de la Vienne.

Pour répondre à l'émotion suscitée par le drame, un « moratoire » sur les enquêtes et « remontées » administratives, qui pèsent tant sur l'emploi du temps des directeurs d'école, fut annoncé. Hélas « il n'aura tenu que le temps de le dire », observe l'enseignant.

Pourtant, les directeurs l'avaient perçu « comme une (la ?) première reconnaissance par le ministère de leurs difficultés, tout comme la consultation sur les conditions de travail lancée à la fin de l'année auprès de l'ensemble de la profession », explique Hervé Duchauffour, maître de conférences en sciences de l'éducation à la Sorbonne qui travaille depuis les années 1990 sur les directeurs. De cette enquête ressortait « plus que la demande d'obtenir un “ statut ” quelconque, le besoin de leur dégager du temps, sous forme de décharges supplémentaires, mais aussi la nécessité d'une aide humaine pour les tâches de secrétariat », commente le chercheur.

Le « coup de massue »

Après un début d'hiver marqué par le conflit social autour de la réforme des retraites, « la crise du Covid est arrivée comme un coup de massue et nous a remis la tête sous l'eau », témoigne Emmanuelle, directrice d'une école maternelle dans le Lot-et-Garonne. « Le flux d'injonctions, d'informations, de décisions à prendre, de réunions et de problèmes à résoudre a été continu, complète Vincent, directeur d'école en Seine-et-Marne. Plus de 1 000 mails envoyés, des échanges quotidiens avec les collègues, des visios par cycle tous les trois jours, des réunions en mairie, des conseils de directeurs avec l'inspecteur les mercredis, des week-ends entiers à travailler... » « Quelqu'un sait là-haut qu'on est seul pour gérer tout ça ? », interroge-t-il.

« Nos prérogatives se sont encore un peu élargies pendant cette période », confirme Nathalie, directrice d'école dans la banlieue lyonnaise. J'ai tour à tour été enseignante avec les élèves, psychologue avec certaines familles ou collègues, coach pour adultes, assistante sociale, ingénieur informatique. Et même inventeur quand il a fallu imaginer une organisation de la classe en accord

avec le protocole sanitaire de déconfinement. Cela m'a fait des journées de plus de quinze heures parfois. Tout ça avec quel pouvoir hiérarchique ? Quelle reconnaissance ? Quelle aide ? »

Révéléateur

Si la crise a stoppé, un temps au moins, les réflexions amorcées sur la fonction de directeur d'école, « elle a aussi constitué un nouveau révéléateur de son rôle central dans le système éducatif et de ses difficultés », selon Magali Leclaire, directrice d'une école maternelle de six classes, et secrétaire département du syndicat SE-UNSA de Meurthe-et-Moselle Car les directeurs ont continué, même à distance, à assurer le lien entre l'administration, les enseignants, les familles et la mairie. Et ont également organisé l'accueil des enfants de soignants.

Ce rôle de pivot auprès de multiples interlocuteurs, ces enseignants l'apprécient beaucoup. Mais, au cœur de la crise, les informations officielles « parvenaient aux directeurs trop souvent en même temps que tout un chacun, via BFM-TV », raconte Magali Leclaire. D'autres directeurs évoquent la difficulté à expliquer aux familles des mesures dont le cadre réglementaire n'était pas encore bien arrêté, ou compris. Et la peur au ventre au moment du déconfinement, en tant que « responsable de la sécurité des biens et des personnes », dans un établissement où le directeur n'est finalement que primus inter pares, enseignant parmi les enseignants. Mais celui qui reçoit les appels quand il y a un problème.

« On comprend mieux ce que vous vivez »

Parmi les enseignements et points positifs de la période, les enseignants évoquent une amélioration de la relation avec certains élèves et familles, avec la hiérarchie, le renforcement des liens avec les collègues, l'utilisation de nouveaux outils numériques collaboratifs, etc.

Louise (prénom modifié), directrice d'une école maternelle à Dijon, retient cette phrase, glissée par des parents, en mai : « On comprend mieux maintenant ce que vous vivez au quotidien. Ça ne doit pas être facile. » Un encouragement qui s'ajoute à celui, plus officiel, reçu de son inspecteur d'académie. A la veille des vacances, il tenait à saluer, dans un mail qu'elle lit avec emphase, la « constance, le courage, la loyauté, la réactivité, le professionnalisme, la solidarité, l'énergie personnelle et professionnelle des directeurs... »

Paul (prénom modifié), directeur d'une école élémentaire en Loire-Atlantique, lui, a été flatté de recevoir le même type de lettre de la part de son recteur. « Indécrottable optimiste », il a trouvé « passionnante » la période qui vient de s'écouler, « l'innovation permanente » qu'il a fallu déployer, la relation nouvelle avec les familles, malgré le « chamboulement physique et moral »

Une indemnité exceptionnelle à l'automne

Pour revaloriser la fonction de directeur d'école, une proposition de loi LRM a été adoptée le 24 juin par l'Assemblée nationale en première lecture. Mais, selon Paul, ce texte a été « vidé de sa substance, tant en termes de décharges horaires que d'aide administrative, ou de la création d'un "emploi fonctionnel" de directeur ». Cette formule juridique, moins clivante que celle d'un « statut » de directeur rejeté par une majorité d'enseignants, était aussi défendue début juin dans un rapport parlementaire des sénateurs, qui vont désormais examiner le texte

Parmi les annonces faites par Jean-Michel Blanquer le 2 juillet : deux jours de formation par an pour les directeurs, une indemnité exceptionnelle versée à l'automne, une diminution et une meilleure planification des enquêtes administratives, ou encore la possibilité d'une aide administrative notamment de la part de jeunes en service civique. Un groupe de travail au sujet des décharges sera par ailleurs formé durant l'été.

Si une amélioration des conditions de travail des directeurs advient, François n'en verra désormais pas les bienfaits. Car « l'année noire » qui vient de s'écouler a eu raison de « l'énergie et de la volonté » qui le faisait tenir depuis plus de dix ans comme directeur d'une école à Aix-en-Provence. « Je jette l'éponge, j'en suis fatigué, je n'attends plus rien de l'institution en tant que directeur, résume-t-il. Trop de nuits blanches, de responsabilités, de coups pris. Je reviens pleinement en septembre à ce que j'aime : l'enseignement. » Selon des chiffres syndicaux, 4 000 postes de directeurs d'école ne trouveraient pas preneur à chaque rentrée scolaire.

Séverin Gravelau